

Les élus ruraux multiplient les appels à « un plan d'urgence » pour les campagnes

Lecture 2 min

[Accueil](#) [Société](#)

Le monde rural représente un tiers de la population nationale et près de 90% du territoire. © Crédit photo : Michel Amat / "Sud Ouest"



Par Sudouest.fr avec AFP - Publié le 24/06/2022 à 9h20

Après la vague du Rassemblement national dans les zones rurales lors de la présidentielle et des législatives, les élus demandent un « plan d'urgence » pour la ruralité et la nomination d'un ministre qui s'y consacre entièrement.

«Les habitants ont exprimé un message très fort» lors des récentes élections, explique le sénateur centriste du Cantal Bernard Delcros, élu cette semaine président du Parlement rural, organisme qui regroupe des élus, des chefs d'entreprises et des associations.

«Il y a longtemps qu'il y a un ressenti dans les territoires ruraux. Un malaise qui s'est exprimé cette fois-ci par une révolte électorale», souligne-t-il, rappelant que Marine Le Pen était arrivée en tête au second tour de la présidentielle dans «57% des communes de moins de 1 000 habitants».

Un tiers de la population

Le RN a confirmé ces résultats lors du second tour des législatives, en l'emportant dans 9.633 communes sur près de 34.000, la plupart d'entre elles dans des zones rurales qui représentent 33% de la population nationale et 88% du territoire.

Au cours de la campagne des législatives, où son parti a réalisé une percée en obtenant 89 députés, Marine Le Pen a joué très clairement la carte rurale, assurant que le RN était le seul parti à s'y «intéresser». «Ce n'est pas un vote d'extrême droite. Ce sont des gens qui ont exprimé les inquiétudes de la ruralité à travers leur ressenti», nuance le sénateur non encarté.

«Si on prend la ruralité dans sa globalité, le RN y est pratiquement majoritaire», observe toutefois Michel Fournier, président de l'Association des maires ruraux (AMRF), regrettant que «la dimension du problème n'ait pas forcément été bien évaluée» à propos des campagnes où l'absence de services publics ou la flambée des prix du carburant ont pesé sur le vote.

Troisième message d'alerte

Pour M. Delcros, le résultat des élections constitue «le troisième message d'alerte» lancé par les habitants des campagnes au cours des quatre dernières années.

«Le premier a eu lieu en 2018 avec le mouvement des “gilets jaunes” qui a débuté et s'est développé en ruralité, puis le deuxième lors du “grand débat” qui a suivi avec un message clair envoyé à l'exécutif l'appelant à ne pas oublier la ruralité», explique-t-il. À l'époque, le gouvernement a réagi en lançant dans la foulée l'agenda rural et en créant un poste de secrétaire d'Etat à la Ruralité.

«Mais ce n'est visiblement pas suffisant», constate M. Fournier qui, comme M. Delcros, appelle l'Etat à aller plus loin. «Ne pas prendre en compte cette troisième alerte serait inconscient et irresponsable après les résultats des élections», plaide le sénateur du Cantal, qui demande à l'exécutif de «passer à la vitesse supérieure».

Il demande «un plan d'urgence pour la ruralité qui tienne compte de cette réalité et de ces territoires».

Aussi bien pour M. Delcros que M. Fournier, la solution passe aussi par la nomination d'un ministre à la Ruralité, constatant que le gouvernement actuel d'Elisabeth Borne ne compte même pas un secrétaire d'Etat dans ses rangs. Le président de l'AMRF est d'autant plus convaincu du besoin d'un ministère qu'il craint l'arrivée de nouveaux députés à l'Assemblée nationale ne connaissant pas forcément les enjeux dans les campagnes.